

2019–2020

Perspectives économiques



Perspectives économiques 2019–2020

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le mardi 19 mars 2019

Couverture :

Services Nouveau-Brunswick (SNB 12224)

Traduction :

Bureau de traduction, Services Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Services Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1889-2

Imprimé au Nouveau-Brunswick

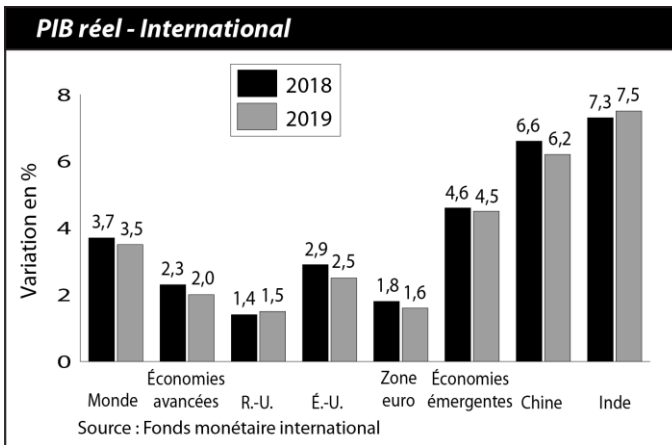
Nota : Sauf indication contraire, le présent document reflète les données disponibles jusqu'au 14 mars 2019 inclusivement.



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- Le produit intérieur brut (PIB) réel mondial devrait s'élever à 3,7 % en 2018, après une croissance de 3,8 % l'année antérieure. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies avancées se sont accrues de 2,3 %, tandis que les marchés émergents et les économies en développement ont enregistré un taux de croissance de 4,6 %.
- Le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,5 % en 2019. Les économies de marché émergentes prendront une fois de plus la tête en 2019, avec une croissance de 4,5 %, alors que les économies avancées devraient atteindre une croissance plus modérée de 2,0 %.

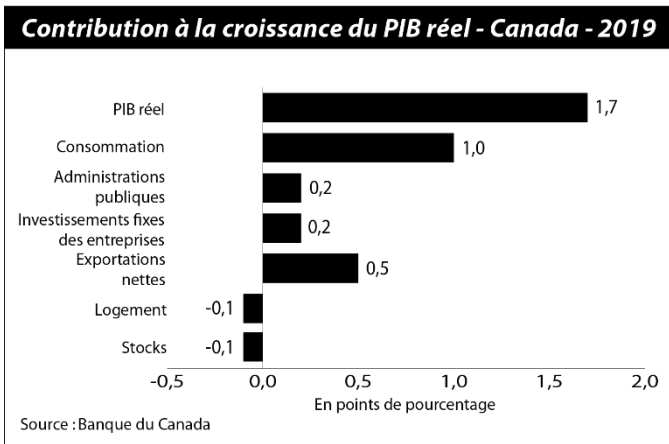


- L'économie de la zone euro devrait ralentir à 1,6 % en 2019, en raison de l'essoufflement de la croissance en Espagne, en Allemagne et en Italie.
- Une fois encore, l'Inde et la Chine devraient constituer les principaux moteurs de la croissance parmi les marchés émergents et les pays en développement, et leurs économies devraient progresser de 7,5 % et de 6,2 %, respectivement en 2019. Les perspectives économiques de l'Inde devraient être marquées par une reprise en 2019 en raison de la baisse des prix du pétrole et d'un rythme plus lent que prévu du resserrement monétaire. Inversement, l'économie de la Chine devrait ralentir à cause de l'effet combiné du renforcement de la réglementation financière et des tensions commerciales avec les États-Unis.

- Le FMI prévoit une croissance de 1,5 % au Royaume-Uni en 2019, étant donné que les retombées positives des mesures de relance budgétaire annoncées précédemment pourraient compenser l'effet négatif de l'incertitude persistante entourant l'issue du Brexit.
- La fluctuation des prix du pétrole brut devrait se poursuivre en 2019, reflétant les facteurs d'influence sur l'approvisionnement et les craintes relatives au fléchissement de la demande mondiale. Selon le FMI, les prix du pétrole brut s'élevaient à environ 55 \$ le baril au début de janvier, et les prix devraient se maintenir à ce niveau pendant la majeure partie de l'année.
- Malgré le sentiment protectionniste permanent et l'incertitude persistante à l'égard de la politique commerciale, la croissance du volume du commerce mondial de biens et services devrait rester inchangée et se maintenir à 4,0 % en 2019, quoique bien au-dessous de la croissance de 2017.
- La croissance économique aux États-Unis devrait ralentir à 2,5 % en 2019, à cause d'une réduction des mesures de relance fiscale, d'un resserrement de la politique monétaire et d'une aggravation du déficit commercial.
- En décembre 2018, la Réserve fédérale américaine a augmenté sa fourchette cible actuelle à 2,25 % - 2,50 % en ce qui concerne le taux des fonds fédéraux, sa quatrième hausse cette année. Les fonctionnaires fédéraux indiquent que la politique actuelle est appuyée par de solides conditions sur le marché du travail et un rétablissement durable d'une inflation de 2,0 %.
- En dépit d'un ralentissement du marché immobilier aux États-Unis, des gains sont toutefois attendus. Le Conference Board du Canada s'attend à ce que le total des mises en chantier atteigne 1,26 million en 2018 et prévoit une hausse supplémentaire de 2,5 %, soit 1,30 million, en 2019.
- Le marché du travail aux États-Unis demeurera solide étant donné que l'on s'attend à un faible taux de chômage en 2019.

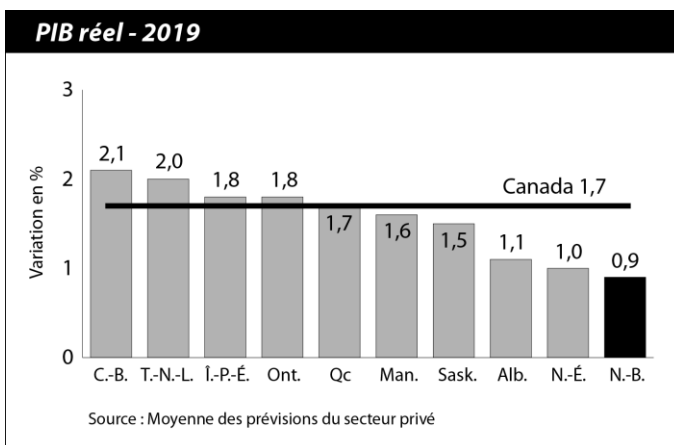
L'économie canadienne

- Statistique Canada estime que l'économie canadienne a augmenté de 1,8 % en 2018. Cette croissance est principalement attribuable aux dépenses du gouvernement et aux exportations. Toutefois, la demande intérieure du secteur privé a faibli en raison du ralentissement de la consommation, et de l'investissement résidentiel et commercial.



- Selon la Banque du Canada, l'économie canadienne devrait repartir au cours du deuxième trimestre de 2019, donnant lieu à une croissance de 1,7 % cette année. La demande étrangère croissante, les flux d'immigration solides, le faible taux de chômage ainsi que les solides investissements et exportations dans le secteur non-énergétique continueront de soutenir l'économie canadienne. Toutefois, le ralentissement de la croissance des dépenses des ménages et l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur le revenu réel et la richesse devraient continuer à limiter la croissance économique.
- On prévoit que l'investissement commercial progressera légèrement en 2019, sous l'influence des investissements des entreprises extérieures au secteur de l'énergie visant à atténuer les pressions sur leur capacité de production et à améliorer la productivité. De plus, les récentes mesures fiscales au Canada et aux États-Unis continueront d'influencer les investissements.
- En attendant la ratification, l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) atténuera en partie l'incertitude entourant la politique d'expansion du commerce mondial. Toutefois, la baisse des prix du pétrole devrait ralentir les investissements dans le secteur de l'énergie, neutralisant une partie des gains réalisés dans le secteur non-énergétique.
- Les exportations devraient progresser d'environ 3,0 % en 2019, à la faveur d'une augmentation de la demande étrangère, de la faiblesse du dollar canadien, d'une capacité de production plus élevée et de la signature de l'ACEUM. Toutefois, l'incertitude entourant la politique commerciale à l'échelle mondiale et les défis liés à la compétitivité continueront de freiner la croissance des exportations.

- Le consensus des prévisionnistes du secteur privé prévoit que le taux de chômage canadien demeurera à 5,8 % en 2019 et la croissance de l'emploi devrait ralentir à 1,2 % en 2019. On s'attend à une nouvelle progression solide des salaires. Néanmoins, le resserrement des règles hypothécaires et les taux d'intérêt plus élevés freineront les dépenses des ménages en 2019 et en 2020. Un taux d'épargne plus bas que prévu au cours des dernières années laisse entrevoir d'autres risques à la baisse en matière de prévision des consommations.
- Les prévisions du secteur privé donnent à penser que c'est la Colombie-Britannique (+2,1 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+2,0 %) qui enregistreront la croissance économique la plus forte, en raison surtout de projets de construction non résidentielle. La croissance dans sept provinces sur dix sera plus faible en 2019 par rapport à 2018. La croissance du PIB réel de l'Alberta se limitera à 1,1 %, en raison de la faiblesse persistante des prix du pétrole.



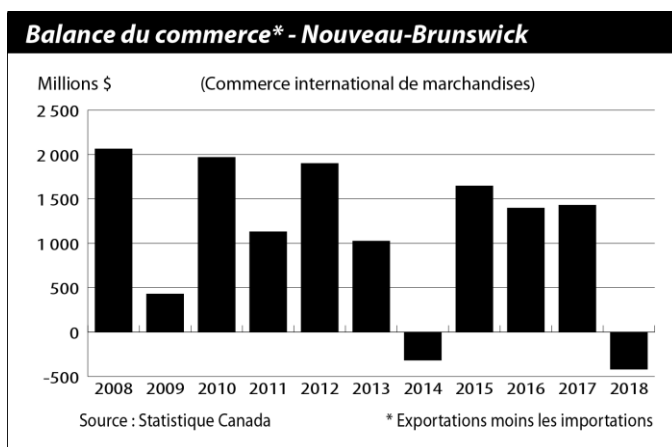
- L'activité économique parmi les principaux partenaires commerciaux interprovinciaux du Nouveau-Brunswick devrait également ralentir en 2019. Selon les prévisionnistes, la croissance devrait être de 1,7 % au Québec, en recul par rapport au niveau de 2,2 % en 2018, en raison de la pénurie de travailleurs et des pertes d'emploi dans le secteur clé de l'aérospatiale. De même, la croissance économique de l'Ontario devrait ralentir à 1,8 % en 2019, en partie à cause des investissements moins élevés dans le secteur résidentiel.
- En mars 2019, la Banque du Canada a décidé de maintenir son taux d'intérêt de référence à 1,75 %, le taux le plus élevé depuis près d'une décennie. Étant donné que l'inflation ne devrait pas atteindre les 2 % en 2019 selon les prévisions et que l'économie tourne près de son plein potentiel, les milieux financiers ne prévoient pas d'autres hausses de taux de la banque centrale.

- Étant donné la baisse des prix du pétrole au cours du dernier trimestre de 2018, le dollar canadien devrait se situer en moyenne autour de 75 cents US pendant la majeure partie de 2019.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit une modération des mises en chantier, dont le nombre d'unités devrait se situer entre 193 700 et 204 500. Les déclin devraient se produire à la fois dans la mise en chantier de maisons unifamiliales et d'immeubles à logements collectifs.

Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 14 mars 2019)		
2017 à 2018		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale (1 ^{er} juillet)	0,5	1,4
Population active	0,2	0,8
Emploi	0,3	1,3
Taux de chômage (%)	8,0	5,8
Taux d'activité (%)	61,3	65,4
Salaires et traitements	4,0	4,6
Consommateurs et logement		
Commerce de détail	1,3	2,7
Indice des prix à la consommation	2,1	2,3
Mises en chantier	0,2	-3,1
Entreprises		
Ventes des fabricants	-1,7	5,4
Exportations internationales	-2,0	7,2
Permis de construction	-15,5	4,7
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire. Source : Statistique Canada.		

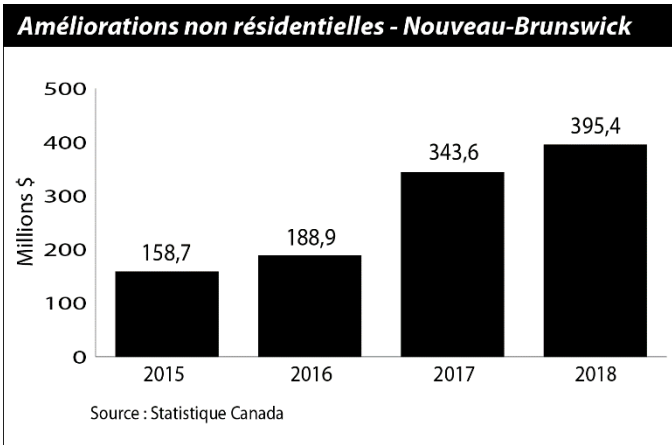
L'économie au Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que la croissance économique réelle s'est établie à 0,9 % en 2018, un léger recul par rapport à ce qui avait été projeté dans le budget de l'an dernier. Cette estimation est comparable au dernier consensus des prévisionnistes du secteur privé.
- Même si les ventes du secteur de la fabrication, les mises en chantier et le commerce affichaient des gains au début de l'année, un ralentissement significatif a été observé au cours du quatrième trimestre, faisant contreponds à un fort rendement antérieur. Cela dit, on a constaté une croissance plus forte que prévu des revenus, des investissements dans la construction immobilière non résidentielle et de la démographie.
- La baisse de production à la suite de l'explosion à la raffinerie à Saint John a contribué au déficit commercial, lequel a freiné la croissance lors du dernier trimestre. De plus, les défis rencontrés dans deux zones minières de la mine Caribou ont conduit à une perte de production et des coûts de fonctionnement plus élevés, réduisant les exportations minières de 2018.

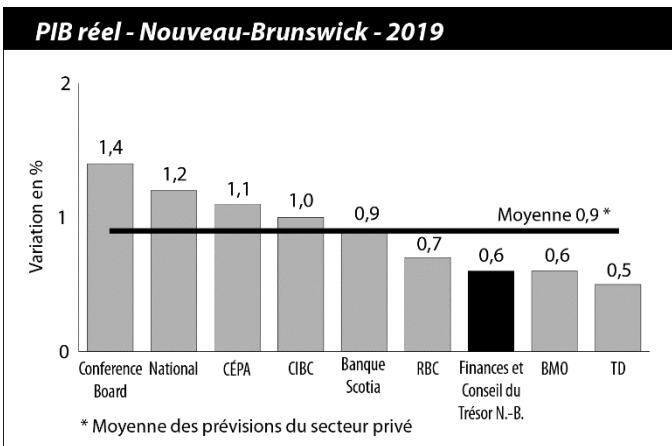


- Les gains en matière d'emploi dans le secteur des services ont permis à l'emploi de croître pour la deuxième année consécutive, avec une progression de 0,3 % en 2018. On a enregistré des gains tant dans les emplois à temps plein qu'à temps partiel.
- La croissance des revenus reste un point fort au Nouveau-Brunswick, où la rémunération hebdomadaire moyenne est forte et légèrement supérieure à la moyenne nationale, en raison des gains réalisés dans la branche productrice de services.

- Les rénovations d'édifices industriels et institutionnels et gouvernementaux ont connu des gains significatifs, ce qui a permis aux investissements non résidentiels de soutenir la croissance en 2018.



- Les ventes au détail sont restées stables tout au long de 2018 après une forte croissance en 2017. Les ventes à la hausse dans les stations-service ainsi que dans les magasins d'alimentation; combinées les unes aux autres, représentent plus des deux tiers des gains de l'année.
- En 2019, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor anticipe une croissance du PIB réel de 0,6 %, inférieure au consensus de 0,9 % des prévisionnistes du secteur privé. Le ralentissement, devenu évident à la fin de 2018, devrait se maintenir au cours de la première partie de l'année, freinant les perspectives de croissance dans la fabrication et les échanges commerciaux.



- Les ménages ajustent leurs dépenses en fonction des niveaux élevés récents et de la hausse des taux d'intérêt, on s'attend donc à ce que la croissance de la consommation soit modérée en 2019 et 2020.
- Après deux années consécutives de croissance, on s'attend à ce que l'emploi reste stable en 2019. Selon les prévisions, la croissance du revenu des ménages devrait être de 2,0 %.
- On s'attend à ce que la croissance des investissements s'affaiblisse en 2019, en effet, la croissance des investissements dans le secteur privé est ralentie par l'absence de projets d'envergure et l'incertitude commerciale persistante, alors que les investissements dans le secteur public se réajustent à un niveau plus viable.
- Malgré la signature du nouvel ACEUM, les investissements et les exportations seront probablement ralentis jusqu'à la ratification et l'entrée en vigueur de l'entente dans les pays respectifs.
- En raison des réparations en cours à la raffinerie à Saint John, on s'attend à ce que la production soit limitée une bonne partie de l'année, les exportations des produits pétroliers raffinés seront donc en baisse en 2019.
- La croissance devrait être modeste dans le secteur minier, étant donné que les travaux de remédiation prévus continueront à influencer la production de la mine Caribou au début de 2019. Néanmoins, les prix actuels du zinc demeurent favorables et la Trevali Corporation s'attend à retrouver des niveaux de production normaux au cours du deuxième trimestre. De plus, la production à la mine Restigouche devrait commencer cette année.
- Les secteurs des pêches et de l'aquaculture devraient être soutenus par les prix élevés de certains produits du poisson, plus d'investissements et de solides exportations de fruits de mer. Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre peuvent encore constituer un obstacle à la croissance.
- L'activité dans le secteur agricole devrait conserver le niveau de croissance de l'an dernier puisque la demande pour des cultures telles que les bleuets continue d'augmenter.
- Le conflit actuel concernant le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis continuera à restreindre les perspectives de croissance dans le secteur forestier. Le recul de la hausse des prix du bois d'œuvre et le ralentissement de la croissance des mises en chantier aux États-Unis devraient être en partie compensés par la faiblesse du dollar canadien, limitant ainsi les pressions concurrentielles auxquelles l'industrie doit faire face.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2016 à 2023						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021–2023
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	3,6	4,3	3,3	1,9	2,3	2,0
Dépenses de consommation finale des ménages	2,5	4,0	2,7	2,3	2,5	2,6
Formation brute de capital fixe	3,5	6,6	2,9	0,8	2,6	2,2
PIB (réel)	1,4	1,8	0,9	0,6	1,1	0,8
Revenus *						
Revenu primaire des ménages	1,9	3,2	3,4	2,0	2,8	2,5
Population et travail **						
Population totale (1 ^{er} juillet)	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3
Population active	-0,4	-1,2	0,2	-0,1	0,1	0,1
Emploi	-0,1	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0
Taux de chômage (%)	9,5	8,1	8,0	7,9	7,8	7,9
Taux d'activité (%)	62,3	61,5	61,3	61,2	61,1	61,1
Autre **						
Indice des prix à la consommation	2,2	2,3	2,1	2,1	2,0	1,9
Mises en chantier	-7,9	26,4	0,2	-1,9	0,2	0,3
Commerce de détail	2,1	6,8	1,3	1,6	2,1	2,0

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada et Finances et Conseil du Trésor N.-B. *2018–2023 **2019–2023.

- La population vieillissante continuera d'entraver le potentiel de croissance économique; en effet, le groupe le moins âgé de la génération du baby-boom fera de plus en plus partie de la tranche d'âge de 55 ans et plus. Au Canada, la province affiche l'une des proportions les plus élevées de personnes dans cette tranche d'âge (36,8 %) et cela se reflète également dans la population active (23,5 %).
- À moyen terme, l'exploitation du gaz naturel pourrait stimuler les dépenses d'investissement, la création d'emplois et les revenus du gouvernement.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 14 mars 2019)							
Indicateurs	2015	2016	2017	2018	Variation en %		
					2015-16	2016-17	2017-18
Travail							
Population 15 ans et plus ('000)	622,0	623,4	624,7	627,4	0,2	0,2	0,4
Population active ('000)	390,2	388,6	383,9	384,5	-0,4	-1,2	0,2
Emploi ('000)	351,8	351,5	352,9	353,8	-0,1	0,4	0,3
À temps plein ('000)	297,9	296,5	301,9	302,6	-0,5	1,8	0,2
À temps partiel ('000)	53,9	55,0	51,0	51,2	2,0	-7,3	0,4
Secteur de la production de biens ('000)	72,7	72,8	73,3	73,1	0,1	0,7	-0,3
Secteur des services ('000)	279,1	278,6	279,6	280,7	-0,2	0,4	0,4
Chômage ('000)	38,4	37,1	31,0	30,7	-3,4	-16,4	-1,0
Taux d'activité (%)	62,7	62,3	61,5	61,3	...	...	...
Taux d'emploi (%)	56,6	56,4	56,5	56,4	...	...	...
Taux de chômage (%)	9,8	9,5	8,1	8,0	...	...	...
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	855,69	875,12	887,03	912,21	2,3	1,4	2,8
Salaires et traitements (M\$)	14 520,2	14 927,0	15 417,7	16 029,2	2,8	3,3	4,0
Prestataires d'assurance-emploi	41 266	42 886	42 786	39 688	3,9	-0,2	-7,2
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$)	11 730,2	11 977,9	12 792,1	12 963,9	2,1	6,8	1,3
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	44 735	44 984	44 801	41 311	0,6	-0,4	-7,8
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 533,9	1 619,8	1 717,8	1 638,7	5,6	6,0	-4,6
Services de restauration et débits de boissons (M\$)	1 082,7	1 156,8	1 184,3	1 221,1	6,8	2,4	3,1
Indice des prix à la consommation (2002=100)	125,4	128,2	131,2	134,0	2,2	2,3	2,1
Logement							
Mises en chantier (unités)	1 995	1 838	2 324	2 328	-7,9	26,4	0,2
Permis de bâtir résidentiels (M\$)	419,4	479,0	477,6	468,5	14,2	-0,3	-1,9
Ventes résidentielles MLS® (unités)	6 815	7 603	8 092	8 199	11,6	6,4	1,3
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$)	16 903,1	16 245,6	18 788,1	18 477,8	-3,9	15,7	-1,7
Exportations internationales (M\$)	12 210,2	10 642,3	12 856,6	12 603,2	-12,8	20,8	-2,0
Permis de bâtir non résidentiels (M\$)	402,6	508,9	718,9	543,1	26,4	41,3	-24,5
Industriel et commercial (M\$)	250,8	388,6	456,7	428,7	54,9	17,5	-6,1
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	151,7	120,3	262,3	114,4	-20,7	118,1	-56,4
Commerce de gros (M\$)	6 441,5	6 267,5	6 449,8	6 502,4	-2,7	2,9	0,8
Production minière (M\$)	444,5	374,8	396,9	344,8	-15,7	5,9	-13,1
Recettes monétaires agricoles (M\$)	575,9	584,7	613,0	637,2	1,5	4,8	3,9
Livraisons de bois d'œuvre ('000 m ³)	3 455,6	3 609,6	3 651,1	3 714,5	4,5	1,1	1,7
Démographiques							
Population (1 ^{er} juillet)	758 842	763 350	766 852	770 633	0,6	0,5	0,5
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin)	-307	-653	-872	...	...	...	...
Solde de la migration (1 ^{er} juillet au 30 juin)	4 815 *	4 155	4 653	...	...	...	...
... N'ayant pas lieu de figurer							
* Inclut les erreurs relatives aux composantes de l'accroissement démographique (principalement la migration).							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble							
Sources : Statistique Canada, Ressources naturelles Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, et l'Association canadienne de l'immeuble.							